

Le Japon, rêve et cauchemar français



<http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/06/11/10001-20130611ARTFIG00531-le-japon-reve-et-cauchemar-francais.php>

L'analyse de Régis Arnaud

Arnaud Montebourg en a rêvé, le Japon l'a fait. Au terme de son voyage au pays du Soleil-Levant, le ministre du Redressement productif¹ triomphait. Il avait enfin trouvé l'exemple qui validait ses intuitions. Il n'avait qu'éloges pour les Abenomics, mélange de relance budgétaire, d'assouplissement monétaire et de réformes. «Le Japon est un allié de la rénovation de notre pensée économique», s'est-il exclamé avec sa sobriété coutumière. «C'est un pays qui est endetté et qui fait une relance budgétaire de 100 milliards de yens (...). Ils ont une banque centrale qu'ils ont soumise aux intérêts du gouvernement. Et (...) c'est une banque centrale qui a décidé de soulager la population japonaise des hausses d'impôts et des coupes budgétaires. Ca, ça pourrait intéresser les Européens», a-t-il déclaré à Europe 1.

Il y a dans ce satisfecit un aveu d'impuissance. Le Japon mène une politique iconoclaste tout simplement parce qu'il en a le pouvoir, contrairement à la France. «Le Japon peut décider de sa politique monétaire souverainement. Les règles en matière de budget ne sont pas non plus les mêmes. Il n'y a pas, que je sache, une commission asiatique», équivalent de la Commission européenne², a rappelé François Hollande. On ne saurait mieux dire.

Mais il y a d'autres sujets sur lesquels le Japon est un rêve français. Sur les deux thèmes clé de l'emploi et de la sécurité, il affiche des performances d'autant plus impressionnantes qu'elles perdurent après deux «décennies perdues». En France, depuis trente ans, la constance de la hausse du chômage et de la délinquance n'a d'égale que celle des gouvernements à affirmer que l'emploi et la sécurité sont leurs priorités. Le dernier taux de chômage au Japon selon l'OCDE³ est de 4,1 %, soit la moitié du taux moyen OCDE (8 %), et presque un tiers du taux français (11 %). Ce taux est de 6,5 % chez les 15-24 ans japonais, et de 26,5 % chez les jeunes Français. Le taux de chômage⁴ en France n'est jamais passé en dessous de 7 % depuis 1981. Le taux japonais, lui, n'est jamais passé au-dessus de 5,4 % (ce taux a été dépassé en France en 1975).

Quant à la sécurité, la comparaison est encore plus implacable. Le taux OCDE d'agression (pourcentage de personnes se déclarant agressées en un an) est de 1,4 % au Japon. Il est de 5 % en France.

Si François Hollande amenait l'emploi et la sécurité en France en 2017 au niveau où ils sont au Japon aujourd'hui, il sera triomphalement réélu. Hélas pour lui, bizarrement, ce pays est parvenu aux buts qu'il poursuit par des orientations rigoureusement inverses à celles qui font consensus en France. Quand la frontière, la société, l'autorité tombaient dans l'Hexagone, le Japon les renforçait. Il a refusé les dogmes du multiculturalisme, de l'individualisme et de l'égalitarisme. Il est une société normée - une société tout court au fond - quand, selon l'expression d'Alain Touraine, «il n'y a plus de société» en France. Ce qui est frappant, et même touchant, pour un Français au Japon, c'est dans tous les sens du terme, «le sens commun»: la sensation d'une identité de destin, suivant laquelle la richesse d'un seul profitera à tous, et le préjudice porté à l'un (le chômage, la délinquance) est un préjudice fait à tous les autres. Ainsi les chefs d'entreprise et les salariés consentent-ils à des efforts de modération salariale, en cas de crise, que ni les patrons choyés par le Medef⁵ ni les salariés cajolés par Arnaud Montebourg ne sont prêts à accepter en France. «La France est l'inverse du Japon: les charges sociales sont élevées en France, ce qui freine l'emploi mais protège le chômeur. Au Japon elles sont faibles, ce qui stimule l'embauche, mais pénalise le sans-emploi», remarque un entrepreneur français installé au Japon. 77 % des sans-emploi de l'Archipel ne reçoivent aucune allocation-chômage, contre 20 % en France, selon une récente étude du Bureau international du travail (BIT).

Cette réussite a des aspects monstrueux. L'individu au Japon est emmaillotté dans des contraintes professionnelles et sociales qui rendent sa vie parfois étouffante. La sécurité est maintenue par une police aux pouvoirs exorbitants, qui peut garder tout individu en garde à vue 23 jours, et des tribunaux où la peine de mort trône au sommet des peines. Mais le citer en exemple comme le fait Arnaud Montebourg, c'est ne voir, comme dirait Leibniz, que le détail d'un immense tableau.

La rédaction vous conseille :

Hollande s'appuie sur le Japon pour contrer la Chine⁶

Hollande: le Japon doit être membre permanent au conseil de sécurité⁷

Accord entre le Japon et la France⁸

Régis Arnaud

Liens:

- 1 <http://plus.lefigaro.fr/tag/redressement-productif>
- 2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/commission-europeenne>
- 3 <http://plus.lefigaro.fr/tag/ocde>
- 4 <http://plus.lefigaro.fr/tag/taux-de-chomage>
- 5 <http://plus.lefigaro.fr/tag/medef>
- 6 <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/06/09/01002-20130609ARTFIG00121-hollande-s-appuie-sur-le-japon-pour-contrer-la-chine.php>
- 7 <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/06/07/97001-20130607FILWWW00281-hollande-le-japon-doit-etre-membre-permanent-au-conseil-de-securite.php>
- 8 <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2013/06/07/97002-20130607FILWWW00256-accord-entre-le-japon-et-la-france.php>